



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

ANNEXES AU COMPTE-RENDU

Annexe 3

Point sur les travaux initiés dans le cadre du groupe de travail  
« Transport – Grande Vitesse Ferroviaire »

Annexe 4

Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier  
« Technologies de l'information et e la communication »

Annexe 5

Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Télévisions  
locales – Télévision Numérique Terrestre »

Annexe 6

Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Nouvelle  
donne énergétique »

Annexe 7

Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Habitat et  
Aides à la pierre »

Annexe 8

Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Urbanisme  
Commercial»



## ANNEXE 3

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du groupe de travail « Transport – Grande Vitesse Ferroviaire »

**Dominique CRESSON** rappelle que lors de l'Assemblée Générale de 2007, les membres ont retenus le principe de faire remonter les éventuelles difficultés rencontrées par les territoires les liaisons transfrontalières. Il indique que le Réseau n'a pas été sollicité en ce sens cette année. Il ajoute que cette question reste ouverte et intéressante à l'heure de la question d'une 3<sup>ème</sup> Gare TGV dans le Nord-Pas de Calais..

Par ailleurs, **Dominique CRESSON** indique que les membres ont également retenu le principe de poursuivre notre mission de « veille » sur les enjeux de la grande vitesse ferroviaire européenne.

Il rappelle que le 20ème anniversaire de l'Association « TGV Gare de Lille » devenue, en 1995, RAFAEL, a été l'occasion d'organiser, en novembre 2007, une rencontre avec **Pierre MAUROY**, Ancien Premier Ministre, Sénateur du Nord, Président de Lille Métropole Communauté Urbaine et qui fut le fondateur de RAFAEL. Une centaine de personnes se sont, donc, retrouvées, le 19 novembre 2007 au Crowne Plaza autour d'une discussion sur les bilans des actions menées sur la Métropole lilloise et la région depuis 20 ans et sur les perspectives pour les 20 ans à venir

Sur le dossier relatif à la Grande Vitesse Ferroviaire, **Dominique CRESSON** rappelle qu'en juillet 2001, RAFAEL a adhéré à l'association « Villes et Régions Européennes de la Grande Vitesse », présidée par **Bernard SOULAGE**, Vice-président de la Région Rhône-Alpes, qui vise à l'amélioration des liaisons ferroviaires entre les villes et les Régions. Plusieurs temps forts ont été organisés par cette Association en 2007-2008. Par exemple, ont été organisés :

- le 30 janvier 2007 à Lille, une journée d'étude « La grande vitesse au service de la mobilité régionale : TGV Régional ou TER à grande vitesse ? »,
- les 30 janvier et 1<sup>er</sup> février 2007 aux Pays Bas, une délégation à la rencontre des villes de Breda et de Rotterdam. **Marie-France BERTHET**, représentante officielle du Conseil Régional Nord-Pas de Calais a participé à cette délégation.
- Le 12 décembre 2007 à Bruxelles, un colloque au Comité des Régions sur le thème « L'Europe de la Grande Vitesse, quelle place pour les Régions ? »
- Le 21 mai 2008 à Besançon, un colloque sur la « Ligne Grande Vitesse Rhin-Rhône »

Enfin, **Dominique CRESSON** souligne la qualité de la Rencontre organisée le 18 juin 2008 à l'invitation de la Ville de Valenciennes sur le thème « Comment repenser son aménagement urbain à partir des questions de mobilités durables ? ». Cette rencontre, qui a réuni une 50aine de participants, s'est suivi d'une visite du groupe scolaire Jean MINEUR, devenu, aujourd'hui, une réalisation exemplaire en matière de Haute Qualité Environnementale.

Il remercie les représentants officiels de la ville de Valenciennes, présents en séance, pour la qualité de l'accueil qu'ils ont bien voulu réserver aux membres de RAFAEL à cette occasion.



## ANNEXE 4

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Technologies de l'information et e la communication »

**Dominique CRESSON** rappelle qu'en 2001, comme suite à un souhait émis par les membres de RAFHAEL, un cycle d'information, préalable à la mise en place du groupe de travail, a été organisé afin de présenter et définir les éléments relatifs aux réseaux à haut débit et de présenter quelques expériences en Région. En 2002/2003, un groupe de travail technique s'est mis en place sur ce sujet. Dans ce cadre, un cycle de présentations dédiées aux quatre grands territoires (le Hainaut, les Flandres, le Littoral et l'Artois) a été organisé afin de faire le point sur les réflexions, les études et les projets en cours sur les territoires du Nord Pas de Calais en matière de TIC.

Les rencontres se sont poursuivies en 2004 et 2005 avec notamment les représentants du Conseil Régional NPDC, les représentants de l'Etat et ceux de la Commission Européenne afin de faire un point sur les stratégies régionales, nationales et européennes en la matière. Enfin, en 2006-2007, plusieurs rencontres techniques se sont tenues telles que celle organisée à la Communauté d'agglomération ARTOIS COMM sur le thème « le partage entre collectivités territoriales d'applications informatiques libres » ou encore celle organisée sur le thème "Technologies de l'information et de la communication dans l'habitat collectif et l'habitat individuel" avec la présentation du projet "DOMITIL" mené sur Dunkerque et du concept de "La maison du Futur" sur Valenciennes.

**Dominique CRESSON** rappelle également que lors de l'Assemblée Générale 2007, les membres de RAFHAEL ont émis le souhait de continuer d'échanger avec les représentants du Conseil Régional sur les options régionales en matière de TIC et de poursuivre la concertation et les échanges techniques au sein du groupe de travail technique TIC.

Sur les options régionales en matière de TIC, **Dominique CRESSON** précise que lors de l'Assemblée Générale 2006, **Christophe DI POMPEO**, Conseiller Régional en charge des TIC, a proposé aux membres de RAFHAEL de participer au groupe de travail « TIC » mis en place dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique. Ce groupe de travail s'est réuni à deux reprises en 2007 (mai et octobre). Il ne s'est pas réuni en 2008.

Sur la question relative à l'aménagement numérique, **Dominique CRESSON** indique que lors de l'Assemblée Générale 2007, les membres de RAFHAEL ont souhaité réfléchir aux éléments de réponse à la question suivante : « A quelles conditions, à l'heure actuelle, une collectivité territoriale aurait intérêt à investir dans la mise en place d'une infrastructure haut débit sur son territoire ? Sur cette question, il informe les participants des difficultés rencontrées pour réunir des éléments de réponse.

Enfin, **Dominique CRESSON** évoque la mise en place, en juin 2006 et en partenariat avec le groupe de prospective i-Futurs, d'un cycle de conférences intitulé «Prospectiv-IT». Il s'agirait d'un rendez-vous annuel (voire bi-annuel) dont l'objet affiché est d'enrichir nos démarches de prospective territoriale. Une première Conférence PROSPECTIV-IT s'est tenu en juin 2006 sur le thème « Nouvelles technologies, nouveaux usages à l'horizon 2010 » avec comme invité : **Daniel KAPLAN**, Délégué Général de la FING. La deuxième Conférence PROSPECTIV-IT s'est tenue le 20 décembre 2007 à l'Espace International à Lille sur le thème « Compétitivité Numérique des Territoires : quelles politiques pour les territoires ». Cette conférence-Débat est organisée en partenariat avec le groupe de prospective i-Futur et la Caisse des Dépôts et des Consignations. Cette conférence-débat a été organisée à l'occasion de la parution du cahier pratique « Compétitivité Numérique des Territoires », réalisé sous l'impulsion de la Caisse des Dépôts et de l'Association des Régions de France. Elle s'est tenue en présence, notamment de **Nicolas CHUNG**, du Département « développement numérique des territoires » de la Caisse des Dépôt.

Pour conclure sa présentation, **Dominique CRESSON** attire l'attention des membres sur une initiative intéressante de la Ville de Mons, menée en partenariat avec Google et Microsoft : la DIGITAL INNOVATION VALLEY.



## ANNEXE 5

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Télévisions locales – Télévision Numérique Terrestre »

**Dominique CRESSON** attire l'attention des membres sur **trois points** :

#### 1. les travaux de RAFHAEL

Il rappelle qu'en 2002, RAFHAEL avait organisé une rencontre autour de **Gille VAUBOURG**, alors Directeur Régional France 3 sur les enjeux relatifs à l'arrivée de la « Télévision Numérique Régionale ». Comme suite à cette rencontre, les représentants officiels de RAFHAEL ont souhaité établir un état des lieux relatif à l'existant en matière de télévisions locales dans le Nord-Pas de Calais et la Belgique transfrontalière.

Après une présentation aux membres lors de l'Assemblée Générale de juillet 2003, cet état des lieux a fait l'objet d'une publication intitulée « Les télévisions locales dans le Nord-Pas de Calais et la Belgique transfrontalière ». Cette publication a rencontré un vif succès et à susciter, notamment chez les acteurs des télévisions locales, un intérêt vif pour initier un travail d'échanges et de mutualisation.

De 2004 à 2008, ce travail de réflexion et de coopération a été mené au sein de RAFHAEL. La mise en place du groupe de travail « Télévisions locales », présidé par **Marie-France BERTHET**, Représentante officielle du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Présidente du CRRAV, en avril 2005, a permis l'examen plus approfondi **des différents volets** de ce dossier (*mutualisation des moyens et des programmes, financement de ces télévisions, veille sur le dossier de la Télévision Numérique Terrestre*). Dans le cadre de ces travaux, un comité restreint a été mis en place en décembre 2006 regroupant les télévisions les plus structurées du territoire (C9 Télévision, ASTV, Canal Local Valenciennois et Calais TV). Ce comité restreint s'est réuni régulièrement depuis afin de lancer certaines expérimentations sur les sujets qui nous intéressent (*exemples : 'expérimentation d'une co-production régionale : « Etoile du Nord », examen de la mise en place d'outils d'échanges de programme, réflexions sur la structuration des télévisions locales...*).

Le groupe de travail « Télévision locale » ne s'est pas réuni en 2008. Cela s'explique pour une part par les échéances électorales de mars 2008 et, d'autre part, par l'actualité « brûlante » qui concerne actuellement les télévisions locales souhaitant diffuser sur le numérique terrestre.

#### 2. Le dossier des télévisions locales sur le numérique terrestre.

Pour mémoire, **Dominique CRESSON** rappelle que la télévision numérique terrestre, grâce aux capacités de diffusion qu'elle offre, va ouvrir un nouvel espace aux chaînes de télévision locales ou régionales et permettre à la France de combler une partie du retard qui la sépare, dans ce domaine, de ses voisins européens. Le CSA a décidé de réserver une partie de la ressource radioélectrique de l'un des multiplex de la TNT pour diffuser, selon les zones, une ou plusieurs chaînes locales ou les programmes régionaux de France 3.

Pour le Nord-Pas de Calais, plusieurs émetteurs sont concernés par les appels à candidatures, lancés par le CSA pour le développement des télévisions locales sur la télévision numérique terrestre.

En février 2008, le CSA a lancé la quatrième phase de ces appels à candidatures. Plusieurs zones étaient concernées dont, notamment la zone de Lille avec l'émetteur de Lambersart et celui de Bouvigny. Trois dossiers de candidature ont été déposés auprès du CSA, en mai dernier :

- le projet « Grand'Place » présenté par la Société de Télévision Multilocale Nord-Pas de Calais (C9 Télévision et Conseil Régional) ;
- le Projet « Grand Lille TV » présenté par la SAS Grand Lille TV (Télé Mélodie) et
- le Projet « Télé Lille » présenté par l'association Télé Lille.

Le CSA a auditionné les candidats le mardi 23 septembre 2008.

Le 23 octobre 2008, réuni en Assemblée plénière, le CSA a sélectionné les projets « Grand'Place » pour le site de Bouvigny, présenté par la STM Nord-Pas de Calais et porté par la voix du Nord et « Grand Lille TV » pour le site de Lambersart, présenté par la Société Grand Lille TV et porté par le groupe Mélody.

**Dominique CRESSON** conclut sur ce point en indiquant qu'à l'heure actuelle, le CSA a lancé des appels aux candidatures sur 27 zones géographiques réparties sur l'ensemble du territoire métropolitain. 16 projets ont, à ce jour, été retenus et viennent s'ajouter aux 33 télévisions locales en France métropolitaine déjà autorisées à diffuser en mode numérique.

Les appels à candidatures pour les émetteurs de Dunkerque, de Marly, de Boulogne-sur-mer et de Maubeuge devraient être lancés dans les mois prochains.

### 3. le processus d'arrêt de la diffusion analogique

**Dominique CRESSON** rappelle que l'extinction de la diffusion analogique est prévue au plus tard pour le 30 novembre 2011. Lancée le 31 mars 2005, la Télévision Numérique Terrestre couvrait, en juillet 2008, 82,32% de la population mais seuls 57,8% des foyers possédaient alors un poste équipé en numérique et 29,9% des foyers étaient passés au tout numérique. Le 6 novembre dernier, Eric Besson, secrétaire d'Etat à l'Economie numérique, a présenté le schéma d'extinction de la diffusion de la télévision en mode analogique en France. L'objectif de ce schéma est de permettre à 100% des Français d'accéder à la télévision numérique terrestre (TNT) avant le 30 novembre 2011, date à laquelle s'éteindra la diffusion en mode analogique.

Il précise que la première opération pilote a été lancée, le 8 novembre, à Coulommiers, une agglomération de 20.000 habitants. Une seconde opération pilote est prévue au deuxième trimestre 2009 à Kaysersberg (Alsace). Le dispositif national qui accompagnera l'extinction de l'analogique dans toute la France entrera en vigueur le 31 mai 2009. Fin 2009, se sont deux régions l'une à l'Ouest (Bretagne, Pays de Loire et Basse Normandie) l'autre à l'Est (Alsace, Champagne-Ardennes et Franche Comté), entameront leur basculement.

**Dominique CRESSON** conclut sur ce point en indiquant que pour financer le dispositif national d'accompagnement du public vers le « tout numérique », 218 millions d'euros sur trois ans sont prévus dans le projet de loi de finances 2009, auquel s'ajouteront 100 millions d'euros que des "ambassadeurs du numérique" emploieront pour aider les ménages les plus démunis. Les chaînes historiques (TF1, France 2, France 3, Canal+, M6 et Arte) devraient contribuer au dispositif pour 120 millions d'euros supplémentaires.



## ANNEXE 6

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Nouvelle donne énergétique »

**Dominique CRESSON** rappelle que, suite à l'intervention de **Gérard MAGNIN** en juillet 2003, les membres de RAFHAEL ont émis le souhait de mettre en place un groupe de travail sur le sujet. C'est en 2004 que **Daniel HALLOO**, alors Vice Président Energie, Politique de l'eau à la Communauté Urbaine de Dunkerque, accepte d'animer un groupe de travail sur ce thème afin d'examiner les différents volets de ce dossier et de répondre valablement à l'ensemble des préoccupations de nos collectivités.

De 2005 à 2008, le groupe de travail « ENERGIE » s'est réuni 7 fois sur différents sujets énergétiques.

Deux réunions ont été organisées en 2008 et ont rencontré un vif succès. 30 mai 2008, une séance de travail a permis d'entendre **Emmanuel GOY** d'AMORCE sur « La mise en oeuvre du Grenelle de l'Environnement : qu'est ce qui va changer pour les villes ? "Pour les Agglomérations ?" et, **Julien BERTHIER** du Réseau Action Climat France sur « La mise en place des Plans Territoriaux Climat : "Qui ?" "A quelle échelle ?" "Combien ça coûte?"

Le 08 octobre dernier, sur le site d'Euratechnologies, plus d'une 100aine de personnes se sont retrouvées pour échanger sur le thème « De la Haute Qualité Environnementale à l'éco-quartier ». Suite aux échanges, **une visite du chantier d'Euratechnologies** a été proposée aux participants.

Pour conclure, **Dominique CRESSON** souligne la « montée en puissance » de ce groupe de travail qui réunit à la fois les élus en charge de ce dossier et les techniciens de nos collectivités membres. Il précise que les travaux du groupe, orientés initialement sur la donne énergétique pour les collectivités, tendent à s'élargir à la problématique plus générale du développement durable. A ce titre, les rencontres qui de par leur objet réunissent les participants au groupe de travail « HABITAT » du Réseau RAFHAEL et ceux du groupe « ENERGIE », se multiplient.



## ANNEXE 7

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Habitat et aides à la pierre »

**Dominique CRESSON** rappelle que le sujet du logement social et en particulier celui de l'aide à la pierre a été abordé lors d'une rencontre informelle des Directeurs Généraux des Services de RAFHAEL qui s'est tenu à Dunkerque en janvier 2005. Pour faire suite à ces échanges, une rencontre avec **Bernard CARTON**, Président de l'Association Régionale pour l'Habitat, a été organisée en février 2006 pour discuter et échanger sur « la question du logement social et plus particulièrement de l'aide à la pierre à l'heure de la décentralisation. ».

C'est en juin 2006 et à la demande des services techniques en charge de ce dossier que RAFHAEL a souhaité mettre en place du groupe de travail technique « Habitat et délégation de compétence des aides à la pierre ». De 2006 à 2007, RAFHAEL a organisé un cycle d'informations et d'échanges sur la mise en œuvre de la délégation de compétence des aides à la pierre. Concrètement, il a s'agit, au cours de huit ateliers techniques successifs, d'apporter des éléments d'informations et de rechercher des solutions adaptées pour répondre aux questions de nos collectivités

En 2008, **Dominique CRESSON** rappelle qu'une rencontre technique s'est tenue le 30 juin 2008 au siège de RAFHAEL et a permis de faire un tour de table de l'actualité des Agglomérations délégataires. Il souligne également la qualité de la rencontre organisée, le 26 novembre dernier au parc d'Olhain, autour de **Dominique DEPREZ**, Directeur Général de Maisons et Cités SOGINORPA. Il précise que suite à la séance de travail, les participants ont pu visiter deux chantiers de Maisons et Cités en cours sur le territoire de Barlin : un chantier de construction neuves, la Cité LYAUTEY et un chantier de rénovation, la Cité 5.

**Dominique CRESSON** attire l'attention des membres sur un point particulier. A l'occasion de la rencontre technique du 30 juin dernier, les services Habitat des Agglomérations Délégataires ont marqué leurs inquiétudes quant à la question relative au transfert de l'instruction des dossiers de financement du logement social et de l'habitat ancien aux établissements délégataires. Sur cette question particulière, **Dominique CRESSON** indique aux participants que par courrier en date du 24 juillet 2008, le Président de RAFHAEL a souhaité attirer l'attention de **Monsieur CANEPA**, Préfet de Région (*Cf. annexe – document remis en séance*). **Monsieur CANEPA** nous a fait connaître sa position sur ce dossier par courrier en date du 23 octobre 2008. (*Cf. annexe – document remis en séance*).

Enfin, sur la question relative à l'instruction des dossiers de financement, il fait part de l'organisation, en janvier 2009, d'un atelier technique consacré à cette question.

Poursuivant son état des lieux des travaux, **Dominique CRESSON** fait état d'une réflexion en cours menée conjointement avec l'Association Régionale pour l'Habitat du Nord-Pas de Calais et la Caisse des dépôts sur l'intérêt de la mise en place d'un réseau régional des acteurs de l'Habitat. En effet, il explique que la mise en réseau des acteurs de l'Habitat existe au niveau national et est animée par l'USH et la FNAR, en partenariat avec les Associations d'élus (AMGVF, ADCF, ADF, ACUF), l'Etat (membre associé) et la Caisse des Dépôts (acteur partenaire). Les représentants de ce réseau national souhaitent, naturellement, soutenir et développer les dynamiques régionales d'échanges qui seraient mis en place sur les territoires par les acteurs locaux.





## ANNEXE 8

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Lundi 08 décembre 2008, Lille

### Point sur les travaux initiés dans le cadre du dossier « Urbanisme Commercial »

**Dominique CRESSON** rappelle que RAFHAEL participe aux travaux de la commission d'enquête, mise en place dans le cadre du Schéma Régional de Développement Economique et présidée par **J. COULON**, Vice-président de la CRCI. Objectif : étudier la faisabilité de la mise en place d'une « Conférence Permanente d'Urbanisme Commercial à l'échelle régionale ».

Une mission d'enquête a été confiée au Cabinet Charles Riley Consultants. Lors de la réunion du 28 avril 2008, la mission d'enquête a présenté un document d'orientation structuré autour de 2 orientations : dégager une vision régionale des enjeux économiques du commerce et coordonner les stratégies au niveau des territoires. Pour mettre en oeuvre ces deux orientations, la Mission d'Enquête propose la mise en place de 2 instances régionales d'observation, de concertation, d'échanges, d'information et d'accompagnement des territoires : une « Conférence Permanente sur le Commerce » (*mission de consultation et mission d'orientation*) et un « Centre de la Relation Avec le Client » et un « Observatoire du Commerce ».

Le document d'orientation de la mission d'enquête sur le Commerce a été présenté aux Membres de la Commission Permanente du SRDE le 19 juin 2008.

Par ailleurs, **Dominique CRESSON** attire l'attention des participants sur le fait que RAFHAEL a été partenaire du Forum Pour la Gestion des Villes dans l'organisation, le 21 novembre dernier, d'un petit-déjeuner autour du Co-fondateur et Président Directeur Général de CHRONODRIVE sur « l'Avenir de la Grande Distribution »